



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/EC

**Arrêté préfectoral imposant à la Société BOMBARDIER
TRANSPORT FRANCE des prescriptions
complémentaires pour la poursuite d'exploitation de
son établissement situé à CRESPIN**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de l'ordre national de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article R.512-31 ;

Vu l'arrêté du 24 juin 1974 autorisant la société ANF-FRANGECO, devenue BOMBARDIER TRANSPORT France, à exploiter un nouveau forage de captage d'eau sur le site de son établissement de CRESPIN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 avril 2008 autorisant la Société BOMBARDIER TRANSPORT FRANCE - siège social : 1 place des Ateliers B.P. 1 59154 CRESPIN - à exploiter une unité de construction de matériels ferroviaires à CRESPIN ;

Vu la demande présentée le 15 octobre 2008 par la Société BOMBARDIER TRANSPORT FRANCE en vue d'obtenir modifications de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 applicables au site de son établissement de CRESPIN ;

Vu le rapport du 10 février 2010 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 16 mars 2010 ;

Considérant qu'il convient de mettre à jour les prescriptions applicables au site exploité par la Société BOMBARDIER TRANSPORT FRANCE,

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – OBJET

La société Bombardier Transport France dont le siège social est situé place des ateliers, 59154 à CRESPIN est tenue des respecter les dispositions du présent arrêté dans le cadre de la poursuite de l'exploitation de ses activités implantées sur le territoire de la commune de Crespin.
Les dispositions de cet arrêté s'appliquent dès sa notification.

Article 2 :

Les lignes des rubriques 1432 et 1434 du tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 sont remplacées comme suit :

Rubrique	AS,A,D NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
1432-2-b	DC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de).	Mastic, colles, huiles, diluants, silicones, peinture, solvants usagés, gasoil, fuel	une capacité équivalente totale	10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	Liquide de catégorie B : 74.3 m ³ Liquide de catégorie C : 31m ³ Ceq=74.3+31/5=80.5 m ³
1434-1-b	DC	Liquides inflammables (Installation de remplissage ou de distribution) Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur	Une station de remplissage gasoil chariots automoteurs et des AGC	le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1)	Supérieur ou égal à 1 m ³ /h, mais inférieur à 20 m ³ /h	le débit maximum équivalent de l'installation est de 1,56 m ³ /h
2575	D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage	2 installations de grenailage	La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	supérieure à 20 kW	650kW
2920-2-a	A	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa	Installations de réfrigération utilisant des fluides non toxiques et non inflammables	la puissance absorbée	500 kW	la puissance absorbée totale est de 1100 kW

Article 3 :

Le dernier alinéa de l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est supprimé.

Article 4 :

Le 5^{ème} alinéa de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris dans les articles 3.2.2.2. et 3.2.3.2, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées. »

Article 5.1 :

L'article 3.2.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« Les installations de combustion sont constituées de 19 chaudières, 33 générateurs air chaud. Les installations dont la puissance thermique maximale est supérieure à 400 kW sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions des articles R.224-20 à R.224-29 du Code de l'environnement.

Les installations dont la puissance thermique maximale est supérieure à 2 MW sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion.

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'Inspection des installations classées la liste des installations de combustion de puissance supérieure à 400 kW. »

Article 5.2 :

Le 1er alinéa de l'article 3.2.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« Les rejets issus des installations dont la puissance thermique maximale est supérieure à 2 MW doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : »

Article 6 :

L'article 3.2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

N° Installation	Implantation	Installations raccordées	Puissance en KW des installations de combustion liées au process	Combustible
2702	Bt 13/1	Cabine de grenailage	436	GN
3330	Bt 16/4	Cabine peinture n°1	1050	GN
3333	Bt16/4	Cabine dégraissage	500	GN
3331	Bt 16/4	Cabine peinture n°2	1050	GN
3332	Bt 16/5	Cabine peinture n°3	1050	GN
3800-1	Bt 16/3	Cabines de peinture N° 1-2-3 (générateur de vapeur)	575	GN
3800-2	Bt 16/3	Cabines de peinture N° 1-2-3 (générateur de vapeur)	575	GN
3334	Bt 13/2	Cabine de peinture n°8 (générateur de vapeur)	234	GN
3478	Bt C1	Cabine peinture n°1	524	GN
3478	Bt C1	Cabine séchage n°1	250	GN
3478	Bt C1	Cabine peinture n°2	524	GN
3478	Bt C1	Cabine séchage n°2	250	GN
3536	Bt 13/2	Cabine d'enduisage n9	300	GN
3537	Bt 13/2	Cabine d'enduisage n 10	300	GN
3334	Bt 13/2	Cabine de peinture n°8 (chauffage)	700	GN
3478	Bt C1	Cabine de grenailage	Néant-pas de combustion (les 160kw sont les turbines de projection de grenaille)	néant
Sans	Bt 13/2	Cabine de préparation enduit (caisse)	néant	néant
sans	Bt 182	Cabine de préparation peinture (caisse)	néant	néant
3500 B	Bt C1	Cabine de préparation peinture (bogies)	Néant – pas de combustion – groupe clim élect froid-chaud	néant-
	Bt L2	Coulage en ligne revêtement sol MF2000: L2 : cibelastic	néant	néant
	Bt H8	Collage revêtement sol AGC mot. H8	néant	néant
	Bt H8	Collage revêtement sol AGC remorque H8	néant	néant
	Bt L9	Collage revêtement sol (L9 TER)	néant	néant

Article 7 :

L'article 3.2.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

N° de l'installation	Repère cheminée	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
3330	1	13,5	0,95 x 0,95	24900	8
3330	2	13,5	2 x 0,65	35700	8
3333	5	13,5	0,95 x 0,95	25300	8
3333	6	13,5	0,95 x 0,95	32500	8
3331	3	13,5	1,2 x 1,2	57000	8
3332	4	13,5	1,2 x 1,2	44400	8
3800-1	3800	14,4	0,4	2546	5
3800-2					
3536	7	10,6	0,11 x 0,45	23000	8
3537	8	10,6	0,11 x 0,45	23000	8
3478	15a application	18	2x0,8	25000	8
3478	15b brûleur	18	0,3	700	5
3478	16 séchage	18	0,28	700	5

N° de l'installation	Repère cheminée	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
3478	17a application	18	2x0.8	25000	8
3478	17b brûleur	18	0,3	700	5
3478	18 séchage	18	0,28	700	5
3478 grenaillage	21	18	0.65	13400	8
2702 grenaillage matrasur	22	10,7	0,95	32000	8
3334 Cabine de peinture n°8 (chauffage)	10	13,5	0,95 x 0,95	57000	8
3334 Cabine de peinture n°8 (générateur de vapeur)	3334	14,4	0,25	360	5
Coulage en ligne revêtement sol MF2000: L2 : cibelastic	29 a & 29b	15	0.71 & 0.71	15520+15520	8
Collage revêtement sol AGC mot. H8	30	15	0.3	3600	5
Collage revêtement mt sol AGC remorque H8	31	15	0.3	3200	5
Collage revêtement sol (L9 TER)	32	15	0.35	3460	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 8 :

L'article 4.1.3.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Pour les forages existants, l'exploitant respecte l'arrêté préfectoral du 24 juin 1974.

L'exploitant doit veiller au bon entretien du forage et de ses abords. Des rondes de surveillance sont réalisées périodiquement.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, soumis à déclaration relevant de la rubrique « 1.1.1.0 » sont applicables, le cas échéant, aux nouveaux puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines (piézomètres). Par nouveaux, on entend les piézomètres réalisés après le 12 septembre 2004. »

Article 9 :

Les 3^{ème} et 4^{ème} alinéas de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 sont modifiés comme suit :

« Toute défaillance des dispositifs, de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée.

Ces dispositifs sont conçus pour permettre leur maintenance et de s'assurer périodiquement, par test, de leur efficacité. »

Article 10 :

Les 2^{ème} à 4^{ème} alinéas de l'article 7.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 sont modifiés comme suit :

« Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité, sans procédure préalablement définie. »

Article 11 :

L'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.

Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme. »

Article 12 :

Le dernier alinéa de l'article 7.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« La réserve d'appareils respiratoires d'intervention (dont des masques autonomes isolants) est disposée dans le véhicule d'intervention. »

Article 13 :

Le dernier alinéa de l'article 7.7.7.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« Les eaux susceptibles d'être polluées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. »

Il est ajouté à l'article 7.7.7.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 les dispositions suivantes :

« Les bassins doivent être réalisés dans les 6 mois qui suivront la décision du tracé définitif de la route ou au plus tard le 30 juin 2011. »

Article 14 :

Le chapitre 8.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« Les installations de combustion définies à l'article 3.2.2 sont constituées de 19 chaudières et de 33 générateurs air chaud.

Les installations dont la puissance thermique maximale est inférieure à 2 MW respectent les prescriptions suivantes :

8.2.1. Règles d'implantation

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables.

8.2.2. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

8.2.3. Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- * dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;*
- * à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.*

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'Exploitant. les obturateurs à opercule, non manoeuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

8.2.4. Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

8.2.5. Entretien et travaux

L'Exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

8.2.6. Conduite des installations

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance d'un personnel qualifié présent dans l'établissement. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

L'Exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

8.2.7. Entretien des installations

Le réglage et l'entretien de l'installation se feront soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

8.2.8. Equipements des installations de combustion

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique. »

Article 15 :

Le 1^{er} alinéa du chapitre 8.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est supprimé.

Article 16 :

Le 2^{ème} alinéa du chapitre 8.4. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« L'exploitant respecte les dispositions de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 1997 susvisé relatif au travail mécanique des métaux et alliages, sous réserve de dispositions contraires ou plus contraignantes prévues par le présent arrêté préfectoral. L'article 2.4. de l'arrêté ministériel susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

L'atelier ne présentant pas un risque élevé d'incendie présentera des murs de nature incombustible et sera isolé des installations présentant un risque d'incendie par une distance vide de tout combustible de plus de 10 m ou par des murs et planchers coupe-feu 2 heures. Dans les murs précités, les portes de communication seront pare-flamme de degré ½ heure.

Les activités seront exercées dans des zones éloignées de toute matière combustible, des points chauds et des zones de circulation. Les postes de soudage seront éloignés entre eux afin de prévenir les risques d'incendie.

Les machines seront équipées de moyens de protection et de dispositifs de sécurité adaptés (en particulier : détection de température sur le circuit hydraulique ; en cas de dépassement du niveau « haut » de température, l'alimentation électrique du circuit hydraulique sera automatiquement coupée).

La couverture sera incombustible à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

Les locaux seront équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les engagements pris dans le courrier du 15 octobre 2008 doivent être respectés. »

Article 17 :

Le 2^{ème} alinéa du chapitre 8.6. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« L'exploitant respecte les dispositions de l'Arrêté Ministériel du 2 mai 2002 relatif à l'utilisation (application, cuisson, séchage) de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) sous réserve de dispositions contraires ou plus contraignantes prévues par le présent arrêté préfectoral.

8.6.1. Cabines d'application et de séchage de peinture

Cet article s'applique aux cabines du Bt C1 et aux cabines du Bt13/16.

L'article 2.4. Comportement au feu - de l'arrêté ministériel susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente principale de toiture) incombustible,
- absence de plancher haut ou de mezzanine au droit des cabines,
- murs extérieurs et portes incombustibles. Les portes piétons et les volets roulants sont munis d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttants, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, l'installation visée est séparée des installations stockant des matériaux ou des produits inflammables et des bâtiments ou locaux fréquentés par le personnel et abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts,
- soit par un mur coupe-feu de degré 2 heures, dépassant d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement, dans les autres cas. Les portes sont coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et la définition des méthodes d'essais.

Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle.

Dans le(s) canton(s) au droit des installations de peinture dans le bâtiment C1, leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture.

Dans le bâtiment 13/16 au droit des cabines, la zone transbordeur disposera d'exutoires dont la surface ne doit pas être inférieure à 1 % de la surface géométrique de la même zone.

Les cabines seront cantonnées pour limiter le passage des fumées et gaz chauds dans le transbordeur.

Dans le reste du bâtiment 13/16 (sans implantation de cabine), le désenfumage sera assuré par des exutoires de surface au minimum égal à 1 % de la surface géométrique en jeu.

D'autre part, ces dispositifs sont isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M0 non métalliques. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs. Les installations sont équipées d'un système d'extinction automatique d'incendie (sprinklage). Toutes dispositions sont prises pour que l'ouverture manuelle des exutoires de fumée et de chaleur n'intervienne que postérieurement à l'opération d'extinction.

8.6.2. Application en ligne

Cet article s'applique aux applications de colle et de résine réalisées en poste intégré ou en cabine intégrée sur les lignes d'aménagement des véhicules.

L'article 2.4. Comportement au feu de l'arrêté ministériel susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

Les produits utilisés présentent un point éclair supérieur à 55°C et sont appliqués à froid.

Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente principale de toiture) incombustible,
- absence de plancher haut ou de mezzanine au droit des postes d'application,
- murs extérieurs et portes incombustibles. Les portes piétonnes sont munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux M0 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux M0, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés M2 non gouttants, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

La surface dédiée à l'éclairage zénithal n'excède pas 10 % de la surface géométrique de la couverture. Les matériaux utilisés pour l'éclairage zénithal doivent être tels qu'ils ne produisent pas de gouttes enflammées au sens de l'arrêté du 30 juin 1983 modifié portant classification des matériaux de construction et d'aménagement selon leur réaction au feu et la définition des méthodes d'essais.

Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 1 % de la surface géométrique de la couverture.

D'autre part, ces dispositifs sont isolés sur une distance d'1 mètre du reste de la structure par une surface réalisée en matériaux M0 non métalliques. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments constitutifs de l'éclairage zénithal sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre à l'aplomb de tous les murs coupe-feu séparatifs.

La cabine en ligne sera équipée d'un système d'extinction à eau type sprinkler.

Les engagements pris dans le courrier du 15 octobre 2008 doivent être respectés ».

Article 18 :

Le chapitre 8.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« L'exploitant respecte les dispositions de l'Arrêté-type associé à l'ancienne rubrique n°253 de la nomenclature des installations classées, sous réserve de dispositions contraires ou plus contraignantes prévues par le présent arrêté préfectoral. »

Article 19 :

Le chapitre 8.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« L'exploitant respecte les dispositions de l'Arrêté Ministériel du 7 janvier 2003 susvisé relatif aux installations de distribution de liquides inflammables, sous réserve de dispositions contraires ou plus contraignantes prévues par le présent arrêté préfectoral. »

Article 20:

Le 1^{er} alinéa du chapitre 8.9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est supprimé.

Article 21 :

Le 2^{ème} alinéa du chapitre 8.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 est modifié comme suit :

« L'exploitant respecte les dispositions de l'Arrêté Ministériel du 29 mai 2000 susvisé relatif aux ateliers de charge d'accumulateur, sous réserve de dispositions contraires ou plus contraignantes prévues par le présent arrêté préfectoral. »

Article 22 : SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer à la présente décision, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1, du code de l'environnement susvisé.

Article 23 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.

Article 24 : EXECUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de CRESPIN,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de CRESPIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant,

Fait à Lille, le

11 JAN. 2011

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Salvador PÉREZ



